

S 052h 533/8

9123

(1939, h1, h9)

Rapports SNCF avec les Ministères et autres organismes d'Etat :
Intervention du M.T.P. en communication directe

- Rapports avec les Ministères

Note Générale Adm. n° 8	10. 6.39
Dépêche du MTP au MPI	24. 7.41
Dépêche du MTP à SNCF	24. 7.41

- Rapports avec les Commissions parlementaires

(s) - C.A.	22. 6.49	8	II	1°)
(s) C.A.	12.10.49	20	VIII	

Extrait du P.V. de la Séance
du Conseil d'Administration du 12 octobre 1949

p. 20

QUESTION VIII - QUESTIONNAIRE de la Sous-Commission chargée
de suivre et d'apprécier la gestion des en-
treprises nationalisées (suite à la séance
du Conseil du 14 septembre).

Communication directe de la S.N.C.F. avec certains
organismes parlementaires

.....
M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT SUPPLEANT s'informe de la procé-
dure qui sera suivie pour l'envoi de la réponse du Conseil à la Sous-
Commission intéressée.

M. LE PRESIDENT répond que cette Sous-Commission - ayant, aux termes
de l'article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet
1947, les pouvoirs d'une Commission d'Enquête - est fondée à communiquer
avec les entreprises et sociétés d'économie mixte qu'elle contrôle, sans
être tenue de recourir à l'intermédiaire des Ministres de tutelle.
La réponse du Conseil lui sera donc adressée directement, mais il va de
soi qu'elle sera, en même temps, communiquée pour information à M. le
Ministre des Travaux Publics.

M. LE PRESIDENT tient à remercier M. BIZOT de l'effort qu'il vient
de fournir pour coordonner et mettre au point, dans le plus bref délai
possible, les renseignements parvenus des Services, ainsi que du soin et
de la précision avec lesquels il a procédé à l'élaboration des réponses
dont le Conseil est saisi.

Le Conseil approuve le projet de réponse qui lui est soumis.

Question II - Comptes rendus

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

Rapports de la S.N.C.F. avec les Commissions des
Assemblées Parlementaires.

Opportunité de passer par l'intermédiaire du
Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme.

.....
M. CUSIN désire intervenir sur un point particulier. M. le Président a manifesté l'intention d'envoyer lui-même aux Présidents des Commissions des Finances des deux Assemblées copie de la lettre qu'il se propose d'adresser aux Ministres des Travaux Publics et des Finances. Il se demande s'il ne serait pas préférable que cette lettre fût adressée seulement aux deux Ministres chargés d'exercer la tutelle de l'Etat sur la S.N.C.F., sauf à leur demander expressément de vouloir bien saisir de ce dont elle traite les Commissions des Finances de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT appuie la déclaration de M. CUSIN. Il appartient en effet au Gouvernement seul d'apprécier s'il doit ou non saisir les Commissions parlementaires de la question actuellement examinée par le Conseil. En outre, on peut se demander si la communication de la lettre à ces Commissions serait réellement opportune, car elle peut susciter certains débats délicats, tant sur les dépenses antérieurement engagées que sur le choix des travaux à arrêter, chacun des parlementaires intéressés étant naturellement enclin à demander qu'en ce qui le concerne les arrêts de travaux on fasse exception pour ceux le concernant.

M. ARMAND craint, en effet, que si la lettre reçoit une publicité excessive, la S.N.C.F. ne soit, du fait de la résistance des intérêts particuliers, paralysée dans ses efforts pour réaliser le blocage de crédits qui lui est demandé.

M. LE PRESIDENT ne méconnaît pas ces inconvénients, mais il estime qu'il y a un intérêt majeur à ce que les Commissions des Finances des Assemblées puissent apprécier la portée de décisions dont elles n'ont peut-être pas mesuré exactement toutes les conséquences.

Il est, au surplus, entièrement d'accord avec M. CUSIN sur la procédure à suivre pour cette communication.

M. CLAUDON estime que la lettre ne doit pas se borner à fournir la liste des travaux arrêtés, et que quelques commentaires très succincts, mais néanmoins suffisants pour que le lecteur puisse se rendre compte des conséquences de ces arrêts, soient donnés pour chacun d'eux.

Le Conseil est d'accord sur l'envoi de la lettre à M. le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme et à M. le Ministre des Finances et des Affaires Economiques en les priant de vouloir bien

la communiquer aux Commissions des Finances des deux Assemblées.

Paris, le 10 juin 1939.

Col.

Nm.
91

**RÈGLES CONCERNANT LA CORRESPONDANCE DIRECTE
AVEC LES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS
AUTRES QUE CELUI DES TRAVAUX PUBLICS**

En principe, la correspondance officielle de la S. N. C. F. avec les Départements Ministériels se fait par l'intermédiaire du Ministre des Travaux Publics.

Celui-ci a toutefois, par Dépêche Ministérielle du 8 mai 1939, indiqué qu'un certain nombre d'affaires ne l'intéressant pas essentiellement ou présentant un caractère d'urgence seraient traitées directement avec les autres Ministres ou avec leurs Services. L'Annexe à la présente Note Générale donne la liste de ces questions et indique les cas dans lesquels copie des décisions prises et de la correspondance échangée devra être adressée au Ministre des Travaux Publics.

L'envoi des copies prévues dans cette Annexe devra être fait simultanément avec l'expédition originale des décisions.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

ANNEXE A LA NOTE GÉNÉRALE
SÉRIE ADMINISTRATIVE
SOUS-SÉRIE AFFAIRES GÉNÉRALES N° 8

CORRESPONDANCE OFFICIELLE DIRECTE
ENTRE LA S. N. C. F. ET LES DIVERSES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

1°. — Questions du ressort du Secrétariat Général :

RELATIONS AVEC DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

Facilités de circulations. — Correspondance échangée pour l'application des règles en vigueur (à l'exclusion des traités passés avec les Administrations publiques ainsi que des questions de principe diverses).

2°. — Questions du ressort des Services de la Direction Générale et du Service Central du Mouvement :

RELATIONS AVEC LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE ET LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Voyages officiels (1).

Correspondance relative à l'organisation des voyages officiels échangée entre les Services de la Présidence de la République et les affaires Etrangères.

3°. — Questions du ressort du Service Central du Mouvement :

A. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DES FINANCES (Service des Douanes) (2).

Correspondance relative à l'exécution du service des douanes (plombages des wagons, admission des véhicules des pays étrangers en France, etc...)

B. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DES P. T. T.

a) Colis postaux.

— Correspondance relative à l'exécution du service des colis postaux au point de vue du mouvement (délais de transport, retards, emballage, étiquetage, etc.).

b) Transport du courrier postal.

— Correspondance relative au transport du courrier postal dans tous les cas

(1) Copie des décisions prises sera adressée au Ministère des Travaux publics.

(2) Copie des décisions de principe prises sera adressée au Ministère des Travaux publics.

où l'article 27 du Cahier des Charges S. N. C. F. ne prévoit pas l'intervention du Ministère des Travaux Publics ;

- Avis à donner à l'Administration des P. T. T. en cas d'interception de lignes nécessitant le détournement des trains assurant le transport du courrier postal.

C. — RELATIONS AVEC DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

— Actes, accords généraux ou spéciaux conclus avec la Sûreté Nationale, les Douanes, les P. T. T., la Guerre, etc... concernant la mise à disposition et l'entretien de locaux, la location de terrains pour dépôts divers, les embranchements particuliers ;

— Trains spéciaux organisés à la demande de Ministères autres que les Travaux Publics (1).

4°. — Questions du ressort du Service Central du Matériel :

RELATIONS AVEC LES MINISTÈRES DE LA DÉFENSE NATIONALE.

- Correspondance échangée pour les transports spéciaux de la Défense Nationale et pour les études de circulation des matériels d'A. L. V. F., d'A. L. G. P., etc...

5°. — Questions du ressort du Service Central des Installations Fixes :

A. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DE LA GUERRE.

- Correspondance échangée en vertu de l'accord du 15 février 1929 (Travaux, entretien, etc... effectués pour les besoins de l'Autorité Militaire).
- Envoi du relevé des dépenses concernant les travaux exécutés aux frais du Service du Génie.

B. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DES P. T. T.

- Correspondance relative à la mise au point de certaines Conventions pour l'application de l'art. 20 de la Convention du 31 août 1937 et de l'article 28 du Cahier des Charges. (Lignes téléphoniques et télégraphiques le long des voies) (2).
- Correspondance relative aux installations de lignes téléphoniques Etat, de canalisation, etc... dans les emprises de la S. N. C. F. (2).

C. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

- Correspondance relative aux coupes, adjudications, ventes de bois.
- Correspondance relative aux incendies de forêts.

D. — RELATIONS AVEC DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

- Correspondance relative à la préparation d'accords à établir entre la S. N. C. F. et diverses administrations Publiques avant présentation des dossiers au Ministère des Travaux Publics.
- Correspondance relative à l'exécution de projets approuvés par le Ministère des Travaux Publics.
- Correspondance relative à des demandes de location d'installation, d'occupation de terrains, d'embranchements particuliers.

(1) Copie des décisions prises sera adressée au Ministère des Travaux publics.

(2) Copie des décisions de principe prises sera adressée au Ministère des Travaux publics.

6°. — Questions du ressort du Service Commercial :

A. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

- Réponses de la S. N. C. F. relatives aux conditions spéciales à consentir pour le voyage en France de certaines Sociétés étrangères (1).

B. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DES P. T. T.

- **Colis postaux** (2) Correspondance relative à l'application des Conventions de 1892 et 1938.

C. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DES PENSIONS.

- Correspondance relative aux réductions accordées aux réformés et pensionnés d'avant et d'après-guerre (3).

D. — RELATIONS AVEC LE SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL ET LE MINISTÈRE DU TRAVAIL.

- Correspondance relative à l'organisation du transport de la main-d'œuvre étrangère.

E. — RELATIONS AVEC DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

- **Création de tarifs, traités et conventions avec les Administrations Publiques** (4).
Correspondance échangée à ce titre.

Demandes de renseignements divers sans caractère doctrinal. (Demandes de renseignements à la Direction des Douanes. — Demandes de statistiques commerciales aux Ministères des Affaires Etrangères ou du Commerce.)

7°. — Questions du ressort des Services Financiers :

A. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DES FINANCES.

a) Questions de gestion financière courante (5).

- Correspondance quasi journalière avec la Caisse Centrale du Trésor Public au sujet des **mouvements de fonds** affectant les comptes S. N. C. F. au dit Trésor.
- Correspondance avec le Service des Titres des Chemins de fer de l'Etat, relative aux souscriptions d'obligations de l'Administration des Chemins de fer de l'Etat ainsi qu'au Service de ces Titres.

(1) Copie des décisions prises sera adressée au Ministère des Travaux Publics.

(2) En cas de désaccord entre la S. N. C. F. et les P. T. T., le Ministère des Travaux publics sera saisi. Pour les questions de principe soulevant un projet d'interprétation de la Convention de 1938, copie de la correspondance envoyée par la S. N. C. F. aux P. T. T. sera adressée au Ministère des Travaux publics par les soins de la S. N. C. F., et réciproquement celle envoyée par les P. T. T. à la S. N. C. F. le sera par les soins des P. T. T.

(3) Copie des décisions de principe prises sera adressée au Ministère des Travaux publics.

(4) Copie de la correspondance de principe échangée au cours des négociations sera adressée au Ministère des Travaux publics de la façon indiquée au renvoi (2) ci-dessus.

(5) Pour les quelques questions de principe ayant un réel caractère d'urgence qui peuvent se présenter (taxe et impôts par exemple) copie de la correspondance envoyée par la S. N. C. F. au Ministère des Finances sera adressée au Ministère des Travaux publics par les soins de la S. N. C. F. et réciproquement celle envoyée par le Ministère des Finances à la S. N. C. F. le sera par les soins du Ministère des Finances.

- Correspondance relative aux modalités des forfaits prévus pour le versement des **droits de timbre** au Trésor et pour le paiement de la **taxe à la circulation des produits** et de la **taxe à la production**.
- b) Correspondance relative aux **Avances du Trésor Public** (1).
- c) Correspondance relative aux **conditions d'émission et aux statuts particuliers des charges des emprunts** (2).
- d) Correspondance relative aux ristournes et détaxes consenties sur certaines catégories de transports (tabacs, allumettes, bois en grumes) en application du traité du 26 juillet 1920.

B. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DES P. T. T.

- Correspondance quasi journalière avec la Direction des Chèques Postaux au sujet des **mouvements de fonds** affectant les comptes de la S. N. C. F. au Service des Chèques-Postaux (3).
- **Colis postaux.** — Correspondance relative aux questions financières et comptables soulevées au sujet du service des colis postaux (notamment des colis postaux internationaux) telles que : envoi de comptes, enquêtes, règlement d'indemnités, envois de statistiques, etc...).

C. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DES PENSIONS.

- Correspondance relative aux sommes dues au titre de pensionnés d'avant et d'après-guerre.

D. — RELATIONS AVEC DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

- Correspondance relative au règlement de factures des transports administratifs et aux réclamations afférentes à ces transports.

8°. — Questions du ressort du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés:

A. — RELATIONS AVEC LES MINISTÈRES DE LA DÉFENSE NATIONALE.

- **Mobilisation Industrielle.** — Correspondance échangée avec les Ministères mobilisateurs (notamment le Ministère de la Guerre. Fabrication des Armements) (3).

B. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.

- Correspondance relative aux **Commandes à passer à l'Étranger** (4).

-
- (1) Etant donnée l'urgence de cette correspondance, celle-ci s'établira directement entre la S. N. C. F. et le Ministère des Finances, mais **copie** de toute cette correspondance sera néanmoins adressée au Ministère des Travaux publics de la façon indiquée au renvoi (5) de la page 5.
 - (2) Pour ces questions, le Contrôle financier est toujours consulté (ne fût-ce que verbalement dans les cas d'urgence) mais **copie** de toute cette correspondance sera néanmoins adressée au Ministère des Travaux publics, de la façon indiquée au renvoi (5) de la page 5.
 - (3) Copie des décisions de principe prises sera adressée au Ministère des Travaux publics.
 - (4) Pour réduire les délais nécessaires à l'obtention des autorisations demandées jusqu'alors par l'intermédiaire du Ministère des Travaux publics à celui de l'Economie nationale, la S. N. C. F. saisira dorénavant en même temps le Ministère des Travaux publics, le Ministère de l'Economie nationale et la Commission des marchés en demandant au Ministère de l'Economie nationale de notifier sa décision au Ministère des Travaux publics.

C. — RELATIONS AVEC LE MINISTÈRE DE LA MARINE MARCHANDE.

- **Questions d'affrètement.** — Correspondance relative aux questions de taux, de fret, de protection du pavillon français, etc...

D. — RELATIONS AVEC DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

- Correspondance relative à des demandes de renseignements sur des fournisseurs.
- Correspondance relative aux opérations de contrôle en usine et de réception effectuées par la S. N. C. F. pour le compte de certaines Administrations Publiques (notamment les Ministères de la Défense Nationale, des Colonies et des P. T. T.).
- Correspondance relative à l'établissement et à la liquidation des contrats de cession de matériel de la S. N. C. F. à diverses Administrations (fourniture de matériel de voie par exemple).
- Correspondances diverses échangées avec les services d'achat, de documentation commerciale, de contrôle en usine, de contrôle des marchés, de diverses Administrations (notamment les Ministères de la défense Nationale).
- Correspondances diverses échangées du fait que la S. N. C. F. est représentée dans différents organismes publics et, en particulier, à la Commission des Marchés.

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

Direction Générale
des Transports

Service Technique

4ème Bureau

S.N.C.F.

Réduction de la consommation
d'énergie électrique

Paris, le 24 juillet 1941.

C O P I E

Monsieur le Président de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une lettre par laquelle j'appelle l'attention de M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle sur la nécessité de donner des instructions à ses Services pour qu'ils ne traitent pas avec la S.N.C.F. que par mon intermédiaire.

signé: BERTHELOT.

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

Direction Générale
des Transports

Service Technique

4ème Bureau

S.N.C.F.
Réduction de la consom-
mation d'énergie élec-
trique.

Paris, le 24 juillet 1941.

C O P I E

Le Secrétaire d'Etat aux Communications

à Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Production
Industrielle
(Secrétariat Général à l'Energie
Direction de l'Electricité)

Par lettre du 8 juillet, dont vous m'avez adressé copie, vous avez fait connaître à la Société Nationale des Chemins de fer français dans quelles conditions vous estimiez que l'arrêté du 11 avril dernier, relatif à la réduction de la consommation d'électricité, devait s'appliquer aux chemins de fer.

D'autre part, par lettre du 15 juillet également adressée à la S.N.C.F., vous avez, faisant état des difficultés de notre approvisionnement charbonnier, qui imposent une compression de la consommation d'énergie électrique, demandé à cette Société d'envisager une réduction du trafic sur les lignes électrifiées.

Je me méconnaissais nullement l'importance des préoccupations qui ont inspiré cette intervention, mais je tiens à exprimer mon étonnement de ne pas avoir été saisi au préalable. Il a toujours été admis jusqu'ici - et cette méthode est la seule rationnelle - que le Secrétaire d'Etat aux Communications est l'intermédiaire naturel, parce que responsable, dans les rapports qui doivent s'établir entre les différents Départements ministériels et les Administrations des chemins de fer placées sous sa dépendance ou son contrôle.

J'exige moi-même que la S.N.C.F., au lieu de s'adresser directement à vos Services, me saisisse de ses difficultés d'approvisionnement (combustibles, huiles de graissage, etc...) Je tiens la main à ce qu'elle procède ainsi, non seulement parce que je désire être informé de tout ce que j'ai qualité pour connaître, mais aussi afin de pouvoir apprécier, avant de vous les soumettre, si ses demandes sont entièrement fondées, si elles concordent avec les autres intérêts que j'ai mission de défendre (transports routiers et batellerie) et de ne vous les présenter que contrôlées et "filtrées".

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien donner des instructions à vos Services pour qu'ils adoptent la même procédure.

signé: BERTHELOT.